



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 7 NOVEMBRE 1903.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 2835

Nomination

Il a plu à Son Honneur l'Administrateur, par ordre en conseil, en date du douze octobre 1903, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Gaspé, MM. George Plourde, cultivateur et charpentier, et Jean Baptiste Samuel, cultivateur, de la Rivière-au-Renard, dans le comté de Gaspé. 3417

Proclamation

Canada, Province de Québec. } L. N. CASAULT  
[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 7th NOVEMBER, 1903.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 2836

Appointment

His Honor the Administrator has been pleased, by order in council, dated the twelfth of October, 1903, to appoint to the commission of the peace for the district of Gaspé, Messrs. George Plourde, farmer and carpenter, and Jean Baptiste Samuel, farmer, of Fox River, in the county of Gaspé. 3418

Proclamation

Canada, Province de Québec. } L. N. CASAULT.  
[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly

dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le NEUVIEME jour de NOVEMBRE dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et à chacun de vous—SALUT.

#### PROCLAMATION.

**A**TTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le NEUVIEME jour du mois de NOVEMBRE mil neuf cent trois, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande ease et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le DIX-NEUVIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS NAPOLEON CASALTY, Chevalier, Administrateur du gouvernement de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce VINGT-UNIEME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et dans la troisième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec.

2837

#### Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, des lettres patentes ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du vingt-septième jour d'octobre 1903, incorporant MM. Joseph Lemieux, ingénieur, Joseph Louis Roberge, Joseph Demers, Alphonse Blais, marchands, Révérend Joseph Georges Goudreau, curé de la paroisse de Saint-Alphonse de Thetford, Antoine Lemieux, et Louis Honoré Huard, marchands, tous du village de Kingsville, dans le comté de Mégantic, pour les fins suivantes, savoir : exercer le métier de fondeur, machiniste, ingénieur, et autres fins se rapportant à ces industries, sous le nom de "La Fonderie de Thetford," avec un fonds social de trente mille piastres (\$30,000.00), divisé en six cents (600) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-neuvième jour d'octobre 1903.

AMD. ROBITAILLE,  
Secrétaire de la province.

3415

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du cinq novembre 1903, incorporant MM. Joseph Antonio Beaudry, marchand-épicière, Pierre Des-

of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the NINTH day of the month of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and three, you and each of you.—GREETING.

#### ROCLAMATION.

**W**HEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the NINTH day of the month of NOVEMBER, one thousand nine hundred and three, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the NINETEENTH day of the month of DECEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS NAPOLEON CASALTY, Knight, Administrator of the Government of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this TWENTY FIRST day of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and three, and in the third year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery,  
Québec.

2838

#### Government Notices

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of October, 1903, incorporating Messrs. Joseph Lemieux, engineer, Joseph Louis Roberge, Joseph Demers, Alphonse Blais, merchants, the Reverend Joseph George Goudreau, curé of the parish of Saint Alphonse de Thetford, Antoine Lemieux and Louis Honoré Huard, merchants, all of the village of Kingsville, in the county of Megantic, for the following purposes, namely : to carry on the business of founders, machinists, engineers, and for other purposes connected with these industries, by the name of "La Fonderie de Thetford," with a capital stock of thirty thousand dollars (\$30,000.00), divided into six hundred (600) shares of fifty dollars (\$50) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty ninth day of October, 1903.

AMD. ROBITAILLE,  
Provincial secretary.

3416

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, dated the fifth day of November, 1903, incorporating Joseph Antonio Beaudry, merchant grocer, Pierre Desforge

forges, manufacturier, Louis Georges Auguste Cressé, avocat, Joseph Ernest Martin, journaliste, et Oscar Amiot, marchand de charbon, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes, savoir : d'acquérir l'actif de la maison commerciale actuellement existante à Montréal, faisant affaires sous la raison sociale "La Cie d'Épicerie Moderne," lequel actif consiste en fonds de commerce d'épicerie et de boucherie, dettes de livres, fixtures, etc., et de continuer les affaires de la dite compagnie ; de faire le commerce de gros et de détail d'épicerie, de vins, liqueurs, thés, cafés, provisions, viandes de toutes sortes, fruits et légumes, en un mot de toutes les marchandises et victuailles que l'on peut trouver ordinairement dans une épicerie et une boucherie de première classe, avec le droit de se procurer les marchandises nécessaires au commerce ci-dessus, soit par importation des dites marchandises déjà prêtes pour le commerce, soit par la production ou la fabrication d'icelles, ou encore en important les matières brutes pour les fabriquer et les livrer au commerce ; de faire l'élevage des animaux en général ; de cultiver des fermes et d'en fabriquer les produits ; de manufacturer et de préparer tous les articles faisant partie du commerce d'épicerie et de boucherie ; d'acquérir et de vendre des marques de commerce ; de prendre des agences de commerce ; de faire enregistrer des marques de commerce et de les revendre ; d'acquérir des immeubles, sous le nom de "La Compagnie d'Épicerie Moderne," avec un fonds social de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en cent cinquante actions (150) de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce cinquième jour de novembre 1903.

AMD. ROBITAILLE,

Secrétaire de la province.

3469

No 2885.03.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Délimitation de municipalités scolaires.*

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Pierre-de-Broughton, comté de Beauce, les lots suivants du cadastre officiel du canton de Thetford, savoir : les lots Nos 9, 10, 11 et 12 du premier rang du canton de Thetford Nord, et de les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de Saint-Antoine-de-Pontbriand, comté de Mégantic.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1904.

3413

Québec, 3 novembre 1903.

Avis est par le présent donné qu'il a plu à Son Honneur l'Administrateur, conformément aux articles 52-53 et suivants des S. R. P. Q., par ordre en conseil en date du 14e jour de septembre dernier, 1903, de sanctionner : 1° L'acte de vente passé par M. Asa B. Steel, cultivateur, ci-devant du canton de Magog, maintenant de West Derby, dans l'état du Vermont, un des états-unis d'Amérique, aux personnes ici mentionnées, à savoir : Aaron Chamberlin, du canton de Magog, C. C. Manning, Henry Currier, du dit canton, cultivateurs ; James McFarlane, employé de moulin, et Henry Sweeny, gentilhomme, du canton de Magog, agissant à ces présentes comme fidéi-commissaires dûment nommés à "The Pine Hill Cemetery Association of Magog." 2° L'acte de vente passé par Asher T. Thompson, gentilhomme, de Magog, aux personnes ici mentionnées, à savoir : Henry Currier et Aaron Chamberlin, tous deux cultivateurs, du canton de Magog ; Charles C. Manning, cultivateur, du canton de Magog ; William Jamieson, hôtelier, de Lennoxville, et R. Grant LaFrenaye, du canton de Magog, gentilhomme, agissant à ces présentes comme fidéi-commissaires dûment nommés à "The Pine Hill Cemetery Association of Magog." 3° L'acte de vente passé par Jerome J. Webster, marchand, du canton de Magog, aux personnes ici mentionnées, à savoir :

manufacturer, Louis George Auguste Cressé, advocate, Joseph Ernest Martin, journalist, and Oscar Amiot, coal merchant, all of the city of Montreal, for the following purposes, namely : to acquire the assets of the commercial firm actually existing at Montreal, and carrying on business under the style and firm of "La Cie d'Épicerie Moderne," which assets consist of a stock of groceries and meats, book debts, fixtures, &c., and to continue the wholesale and retail grocery business of the said company, of wines, liquors, tea, coffee, provisions, meats of all kinds, fruits and vegetables in a word, of all the merchandize and victuals that are usually found in a first class grocery and meat shop, with the right to acquire the merchandize necessary for the foregoing business, either by importing the said merchandize already prepared for the trade, or by the production or fabrication thereof, or by importing the raw material for making the same and putting them on the market ; to carry on the business of raising cattle, to till farms and fabricate the produce thereof ; to manufacture and prepare any articles belonging to the grocery or meat trade ; to acquire and sell trade marks ; to take charge of commercial agencies, to have trade marks registered and to resell them ; to acquire real estate, by the name of "La Compagnie d'Épicerie Moderne", with a capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into one hundred and fifty (150) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this fifth day of November, 1903.

AMD. ROBITAILLE,

Provincial Secretary.

3470

No. 2885.03.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Boundaries of school municipalities.*

Application is made to detach from the school municipality of Saint Pierre de Broughton, county of Beauce, the following lots on the official cadastre of the township of Thetford, to wit : lots Nos. 9, 10, 11 and 12 of the first range of the township of Thetford North, and to annex them, for school purposes, to the municipality of Saint Antoine de Pontbriand, in the county of Mégantic.

This annexation, if authorized, only to take effect on the first of July next, 1904.

3414

Quebec, 3rd November, 1903.

Notice is hereby given that His Honour the Administrator has been pleased, pursuant to articles 52-53 and following of the R. S. P. Q., by order in council dated the 14th September last, 1903, to sanction : 1. The deed of sale passed by Mr. Asa B. Steel, farmer, formerly of the township of Magog, and now of West Derby, in the state of Vermont, one of the united states of America, to the parties therein mentioned, to wit : Aaron Chamberlin, of the township of Magog, C. C. Manning, Henry Currier, of the same township, farmers ; James McFarlane, mill employee, and Henry Sweeny, gentleman, of the township of Magog, acting to these presents as trustees duly appointed to "The Pine Hill Cemetery Association of Magog." 2. The deed of sale passed by Asher T. Thompson, gentleman, of Magog, to the parties therein mentioned, to wit : Henry Currier and Aaron Chamberlin, both farmers, of the township of Magog ; Charles C. Manning, farmer, of the township of Magog ; William Jamieson, hotel-keeper, of Lennoxville, and R. Grant LaFrenaye, of the township of Magog, gentleman, acting to these presents as trustees duly appointed to "The Pine Hill Cemetery Association of Magog." 3. The deed of sale passed by Jerome J. Webster, merchant, of the township of Magog, to the parties therein mentioned, to wit : Jerome

Jerome J. Webster, marchand, L. Drum, forgeron, et Morton A. Bullard, mécanicien, tous du dit canton de Magog, agissant à ces présentes comme fidéi-commissaires dûment nommés à "The Pine Hill Cemetery Association," lesquels dits actes et ordre en conseil ont été dûment enregistrés dans la division d'enregistrement de Stanstead.

JOS. BOIVIN,

Sous-secrétaire de la province.

L'avis paru dans la *Gazette Officielle* du 10 octobre dernier, page 1557, est annulé.

3421

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 7379.

Canton Aylwin.

6me rang.

Le lot 14, à John McKee, transporté à Allan Gilmour.

Le lot 15, à Robert Joynt.

7me rang.

Les lots 7 et 8, à Thomas McCambly.

Le lot 10, à James McCaffrey.

Le lot 15, à Owen Dalmage.

Les lots 19 et 20, à John McLaren.

La  $\frac{1}{2}$  Est de 16 et 17, à James Robert Sloan.

8me rang.

Les lots 3 et 4, à John Thomas Kealey.

Le lot 5, à Thomas Lowlis.

Les lots 14 et 15, à Mlle Ida Illa Shipman.

Les lots 16 et 17, à Allan Gilmour.

Le lot 20, à William Little.

Le lot 25, à Albert McConnell.

9me rang.

Le lot 19, à William Little.

Les lots 22 et 23, à Benj. N. Reid.

Le lot 33, aux Rep. Lég. de Bernard Bradley.

Le lot 37, à Alex. McCambly, transporté à John Armstrong.

Les lots 14 et 15, à Mlle Grace Shea.

10me rang.

Le lot 19, à William Read.

Le lot 20, à Sargent Brook.

Le lot 21, à Cyrus Little.

Le lot 22, à James Bigley.

Le lot 23, à George Armstrong.

Le lot 24, à Johana Simpson, veuve de James McConnell.

Les lots 34 et 35, à James H. Gainford.

La  $\frac{1}{2}$  Est de 36, à T. W. Sparks.

La  $\frac{1}{2}$  Ouest de 36, à John Armstrong.

Le lot 37, à Alex. McCambly, transporté à J. Armstrong.

11me rang.

Res. du lot 7, à Margaret Shouldice, veuve de Jas. McLaland.

Le lot 8, à Geo. Chamberlin.

La  $\frac{1}{2}$  Est de 13, à Jeremiah Mullin.

La  $\frac{1}{2}$  Ouest de 36, à James Darby.

La  $\frac{1}{2}$  Est de 36, à Robert George Howard.

Le lot 37, à Robert George Howard.

La  $\frac{1}{2}$  Est de 38, à Alex. McCambly.

Le lot 40, à Charles Schnob.

E. E. TACHE,

Sous-ministre.

Département des Terres,  
Mines et Pêcheries.  
Québec, novembre 1903.

J. Webster, merchant, L. Drum, blacksmith, and Morton A. Bullard, mechanic, all of the said township of Magog, acting to these presents as trustees duly appointed to "The Pine Hill Cemetery Association," which said deeds and order in council have been duly registered in the registration division of Stanstead.

JOS. BOIVIN,

Deputy provincial secretary.

The notice published in the *Official Gazette* of the 10th of October last, on page 1557, is cancelled.

3422

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice, in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 7379.

Township Aylwin.

6th range.

Lot 14, to John McKee, assigned to Allan Gilmour.

Lot 15, to Robert Joynt.

7th range.

Lots 7 and 8, to Thomas McCambly.

Lot 10, to James McCaffrey.

Lot 15, to Owen Dalmage.

Lots 19 and 20, to John McLaren.

East  $\frac{1}{2}$  of 16 and 17, to James Robert Sloan.

8th range.

Lots 3 and 4, to John Thomas Kealey.

Lot 5, to Thomas Lowlis.

Lots 14 and 15, to Miss Ida Illa Shipman.

Lots 16 and 17, to Allan Gilmour.

Lot 20, to William Little.

Lot 25, to Albert McConnell.

9th range.

Lot 19, to William Little.

Lots 22 and 23, to Benj. N. Reid.

Lot 33, to Leg. Rep. of Bernard Bradley.

Lot 37, to Alex. McCambly, assigned to J. Armstrong.

Lots 14 and 15, to Miss Grace Shea.

10th range.

Lot 19, to William Read.

Lot 20, to Sargent Brook.

Lot 21, to Cyrus Little.

Lot 22, to James Bigley.

Lot 23, to George Armstrong.

Lot 24, to Johana Simpson, widow of James McConnell.

Lots 34 and 35, to James H. Gainford.

East  $\frac{1}{2}$  of lot 36, to T. W. Sparks.

West  $\frac{1}{2}$  of lot 36, to John Armstrong.

Lot 37, to Alex. McCambly, assigned to J. Armstrong.

11th range.

Res. of lot 7, to Margaret Shouldice, widow of Jas. McLaland.

Lot 8, to Geo. Chamberlin.

East  $\frac{1}{2}$  of lot 13, to Jeremiah Mullin.

West  $\frac{1}{2}$  of lot 36, to James Darby.

East  $\frac{1}{2}$  of lot 36, to Robert George Howard.

Lot 37, to Robert George Howard.

East  $\frac{1}{2}$  of lot 38, to Alex. McCambly.

Lot 40, to Charles Schnob.

E. E. TACHE,

Deputy Minister.

Department of Lands,  
Mines and Fisheries.  
Quebec, November, 1903.

## PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait, conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 7378.  
*Canton Wolfe.*  
 10e rang.  
 Lot 24, à Joseph Boileau.  
 11e rang.  
 Lot 27, à Jérémie J. Meunier.  
 Lot 28, à Jérémie J. Meunier.  
 Lot 29, à W. J. Kinloch.  
 Lot 34, à Jérémie J. Meunier.

E. E. TACHE,  
 Sous-ministre.

Département des Terres,  
 Mines et Pêcheries.  
 Québec, novembre 1903.

## PROVINCE DE QUÉBEC

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 7380.  
*Canton Chilton.*  
 7e rang.  
 Lots 4 et 5, à Azarie Rocheleau.

E. E. TACHÉ,  
 Sous ministre.

Département des Terres,  
 Mines et Pêcheries.  
 Québec, novembre 1903.

## PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Lot 36 du 12e rang, à Jos. Bérubé.  
*Canton Daaquam.*  
 Lot 45 du 2e rang, à Ths. Corriveau.  
*Canton Bellechasse.*  
 Lot 32 du 6e rang, à veuve Simon Roy.

E. E. TACHE,  
 Sous-ministre.

Département des Terres,  
 Mines et Pêcheries.  
 Québec, 7 novembre 1903.

## PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de

## PROVINCE OF QUEBEC

Department of Lands, Mines and Fisheries

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 7378.  
*Township of Wolfe.*  
 10th range.  
 Lot 24, to Joseph Boileau.  
 11th range.  
 Lot 27, to Jérémie J. Meunier.  
 Lot 28, to Jérémie J. Meunier.  
 Lot 29, to W. J. Kinloch.  
 Lot 34, to Jérémie J. Meunier.

E. E. TACHE,  
 Deputy minister.

Department of Lands,  
 Mines and Fisheries.  
 Quebec, November, 1903.

## PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice, in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 7380.  
*Township of Chilton.*  
 7th range.  
 Lots 4 and 5, to Azarie Rocheleau.

E. E. TACHE,  
 Deputy minister.

Department of Lands,  
 Mines and Fisheries.  
 Quebec, November, 1903.

## PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Lot 36 of 12th range, to Jos. Bérubé.  
*Township Daaquam.*  
 Lot 45 of 2nd range, to Ths. Corriveau.  
*Township Bellechasse.*  
 Lot 32 of 6th range, to widow Simon Roy.

E. E. TACHE,  
 Deputy minister.

Department of Lands,  
 Mines and Fisheries.  
 Quebec, 7th November, 1903.

## PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in

L'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :  
Adj. 7382.

*Canton Ponsonby.*

6e rang.

Lot 14, au Révd John R. Barnabas.  
Lot 16, à Laurent Millette.

E. E. TACHE,  
Sous-ministre.

Département des Terres,  
Mines et Pêcheries.  
Québec, novembre 1903.

3437

No 2241.03.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Demande d'érection d'une nouvelle municipalité.*

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse d'Hébertville, dans le comté du Lac Saint-Jean, le village d'Hébertville Station, tel qu'érigé par proclamation du lieutenant-gouverneur de la province, en date du 18 février 1903, ainsi que les lots ayant les numéros un et suivants jusqu'au numéro 17 inclusivement du IIe et IIIe rang du "Rang Saint-Pierre," et les lots ayant les numéros 9a, 9b, 10, 11, 12a et 12b, du cadastre officiel du canton Labarre, dans le même comté, et de les ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Village d'Hébertville Station."

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1904.

3341-2

No 2602.03.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Rectification de limites, etc.*

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Henri de Péribonka, dans le comté du Lac Saint-Jean, les lots Nos 31 à 35 inclusivement, du IIe rang du canton Taillon, les lots Nos. 1 à 21 inclusivement, et 31 à 35 inclusivement, du IIIe rang, ainsi que les lots Nos 1 à 35 inclusivement, des rangs IV et V du dit canton; ces différents lots ne formant actuellement partie d'aucune municipalité scolaire. Demande est faite aussi de changer le nom de Saint-Henri de Péribonka en celui de "Saint-Henri de Taillon." Après l'annexion des lots ci-dessus et le changement de nom demandé, la municipalité scolaire de "Saint-Henri de Taillon" comprendra le territoire suivant :

Les lots du canton Taillon qui suivent, savoir : du lot No 1 au lot No 21 inclusivement, du rang I ; du lot No 1 au lot No 35 inclusivement, des rangs II, III, IV et V

Ces changements de limites et de nom, s'ils sont autorisés, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1904.

3365.2

Québec, 8 octobre 1903.

Avis public est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par J. O. East, écuyer, notaire public, de la paroisse de Saint-Augustin, dans le comté de Portneuf, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Jean-Baptiste Hamel, en son vivant notaire public, de la paroisse de Sainte-Jeanne de Neuville, dans le comté de Portneuf, en vertu des dispositions du code du notariat, (article 3685 des S. R. P. Q.)

3191.5

AMD. ROBITAILLE,  
Secrétaire de la province.

conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :  
Adj. 7382.

*Township Bonsonby.*

6th range.

Lot 14, to Revd John R. Barnabas.  
Lot 16, to Laurent Millette.

E. E. TACHE,  
Deputy Minister.

Department of Lands,  
Mines and Fisheries.  
Quebec, November, 1903.

3438

No. 2241.03.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Application to erect a new school municipality.*

Application is made to detach from the school municipality of the parish of Hébertville, in the county of Lake Saint John, the village of Hébertville Station, such as erected by proclamation of the Lieutenant Governor of the province, dated the 18th of February, 1903, as well as the lots bearing the numbers one and following to number 17 inclusively of the IIrd and IIIrd ranges of "Rang Saint Pierre," and the lots bearing the numbers 9a, 9b, 10, 11, 12a and 12b, of the official cadastre of the township Labarre, in the same county, and to erect them into a distinct school municipality, by the name of "Village of Hébertville Station."

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1904.

3342

No. 2602.63.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Rectification of boundaries, etc.*

Application is made to annex to the school municipality of Saint Henri de Péribonka, in the county of Lake Saint John, lots Nos. 31 to 35 inclusively, for the IIrd range of the township Taillon, lots Nos. 1 to 21 inclusively, and 31 to 35 inclusively, of the IIIrd range, as also lots Nos. 1 to 35 inclusively, of the ranges IV and V of the said township; these several lots not forming actually part of any school municipality. Application is also made to change the name from Saint Henri de Péribonka to that of "Saint Henri de Taillon." After the annexation of the above lots and the change of name asked for, the school municipality of Saint Henri de Taillon will comprise the following territory :

The lots of the township Taillon which follow, namely : from lot No. 1 to lot No. 21 inclusively of range I ; from lot No. 1 to lot No. 35 inclusively, of the ranges II, III, IV and V.

These changes of boundaries and of names, if they are authorized, will take effect only on the 1st of July next.

3366

Québec, 8th October, 1903.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant governor in council, by J. O. East, esquire, notary public, of the parish of Saint Augustin, in the county of Portneuf, by which he prays for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Jean Baptiste Hamel, in his lifetime esquire, notary public, of the parish of Sainte Jeanne de Neuville, county of Portneuf, in virtue of the provisions of the notarial code, (article 3685 R. S. P. Q.)

3192

AMD. ROBITAILLE,  
Provincial Secretary

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF.

## Relatifs aux avis de Bills Privés.

53. Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés ; et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé ; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

## Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 52, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof ; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the

sauz règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2833

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privés*

51. Toute demande de bill privé dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire tout ce qui peut affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la cons-

law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

2834

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills*

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, etc., or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for

ruction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent en spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements."

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales,

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelq'amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours

Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3 All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session,

avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

3079 L. G. DESJARDINS,  
Greffier de l'Assemblée Législative.

a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

3080 L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Legislative Assembly.

### Avis Divers

Avis est par le présent donné que la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Luc, dans le comté de Saint-Jean, s'étant conformée aux dispositions de la loi, est constituée en corps politique et incorporé en vertu de la section 18, chapitre 3, titre 11, des statuts révisés de la province de Québec.

J. B. MANY,  
Secrétaire trésorier.  
Saint-Luc, 2 novembre 1903. 3435

Province de Québec, }  
District de St-François, } *Cour Supérieure.*  
Dame Arabella L. Johnson, du canton de Clifton, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de John Merrill, du même lieu, cultivateur, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de corps et de biens contre son dit mari.

J. S. BRODERICK,  
Procureur de la demanderesse.  
Sherbrooke, 14 octobre 1903. 3463

Province de Québec, }  
District de Montréal, } *Cour Supérieure.*  
No 2645.  
Dame Avila Lacroix, épouse de Joseph Dutrisac, de la cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs  
Le dit Joseph Dutrisac, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 23 septembre 1903.

D. A. LAFORTUNE,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 1er octobre 1903. 3199.5

### Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Mutual Fire Insurance Company of the parish of Saint Luc, in the county of Saint John's, having complied with the requirements of the laws, is constituted a body politic and corporate in virtue of section 18, chapter 3, title 11, of the revised statutes of the province of Quebec.

J. B. MANY,  
Secretary treasurer.  
Saint Luc, 2nd November, 1903. 3436

Province of Quebec, }  
District of St. Francis, } *Superior Court.*  
Dame Arabella L. Johnson, of the township of Clifton, in the district of Saint Francis, wife common as to property of John Merrill, of the same place, farmer, duly authorized to *ester en justice*, has, this day, instituted an action in separation from bed and board against her said husband.

J. S. BRODERICK,  
Attorney for plaintiff.  
Sherbrooke, 14th October, 1903. 3464

Province of Quebec, }  
District of Montreal, } *Superior Court.*  
No. 2645.  
Dame Avila Lacroix, wife of Joseph Dutrisac, of the city and district of Montreal, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff;

vs  
The said Joseph Dutrisac, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 23rd of September, 1903.

D. A. LAFORTUNE,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 1st October, 1903. 3200

Province de Québec, }  
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*  
No 219

Dame Agnès Thivierge, de Thetford Mines, en le canton de Thetford, en le district d'Arthabaska, épouse de Pierre Grégoire, menuisier-entrepreneur, du même lieu, dûment autorisée par l'honorable juge P. Aug. Choquette, à ester en justice, l'un des honorables juges de cette cour,  
Demanderesse ;

vs.

Le dit Pierre Grégoire, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-unième jour d'octobre mil neuf cent trois.

PACAUD & BOLDDUC,

Procureurs de la demanderesse.

Saint-Joseph, Beauce, 21 octobre 1903. 3347.2

Province de Québec, }  
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
No 248.

Dame Nellie Gélinas, de la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, épouse de Wilbrez Ferron, charron, de la dite paroisse, dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs.

Le dit Wilbrez Ferron, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le septième jour d'octobre 1903.

MARTEL & DUPLESSIS,

Procureurs de la demanderesse.

Trois-Rivières, 24 octobre 1903. 3359.2

Province de Québec, }  
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
No 450.

Dame Marie Joséphine Visien, de Trois-Rivières, épouse commune en biens de François Xavier Paquette, mécanicien, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs.

Le dit François Xavier Paquette, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le huitième jour d'octobre 1903.

BEAUREGARD, RAINVILLE &

ST. JULIEN,

Avocats de la demanderesse.

Trois-Rivières, 9 octobre 1903. 3207.4

Province de Québec, }  
District de Montréal } *Cour Supérieure.*  
No 1169.

Dame Tillie Ornstein, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Charles Wexler, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à l'effet des présentes,  
Demanderesse ;

vs.

Le dit Charles Wexler, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-neuvième jour de septembre 1903.

STEPHENS, HUTCHINS &

MARGOLESE,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 6 octobre 1903. 3157.5

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 1633.

Dame Mélina Péloquin, épouse commune en biens de Adolphe Joly, machiniste, tous deux des cité et district de Montréal, a intenté une action en séparation de biens contre son mari, le 6 octobre 1903.

A. S. DEGUIRE,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 20 octobre 1903. 3297.3

Province of Quebec, }  
District of Arthabaska. } *Superior Court.*  
No. 219.

Dame Agnès Thivierge, of Thetford Mines, in the township of Thetford, in the district of Arthabaska, wife of Pierre Grégoire, contractor and joiner, of the same place, duly authorized by the Honorable Judge P. Aug. Choquette, one of the Honorable judges of this court, to appear in judicial proceedings,  
Plaintiff ;

vs.

The said Pierre Grégoire, Defendant.  
An action for separation of property has been instituted in this cause, on the twenty first day of October, one thousand nine hundred and three.

PACAUD & BOLDDUC,

Attorneys for plaintiff.

Saint Joseph, Beauce, 21st October, 1903. 3348

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
No. 248.

Dame Nellie Gélinas, of the parish of Saint Boniface de Shawinigan, wife of Wilbrez Ferron, wheelwright, of the said parish, duly authorized to appear in judicial proceedings,  
Plaintiff ;

vs.

The said Wilbrez Ferron, Defendant.  
An action for separation of property has been instituted in this cause, on the seventh day of October, 1903.

MARTEL & DUPLESSIS,

Attorneys for plaintiff.

Three Rivers, 24th October, 1903. 3360

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
No. 450.

Dme Marie Joséphine Visien, of Three Rivers, wife common as to property of François Xavier Paquette, engineer, of the same place, duly authorized for the purposes hereof,  
Plaintiff ;

vs.

The said François Xavier Paquette, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the eighth day of October, 1903.

BEAURERARD, RAINVILLE &

ST. JULIEN,

Attorneys for plaintiff.

Three Rivers, 9th October, 1903. 3208

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1169.

Dame Tillie Ornstein, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Charles Wexler, trader, of the same place, duly authorized for the purpose hereof,  
Plaintiff ;

vs.

The said Charles Wexler, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the twenty ninth day of September, 1903.

STEPHENS, HUTCHINS &

MARGOLESE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 6th October, 1903. 3158

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1633.

Dame Mélina Péloquin, wife common as to property of Adolphe Joly, machinist, both of the city and district of Montreal, has sued her said husband in separation as to property, the 6th October, 1903.

A. S. DEGUIRE,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 20th October, 1903. 3298

*Cour Supérieure.—Quebec.*

No 1715.

Dame Séraphine Cardinal, épouse commune en biens d'Honoré St-Jean dit Langlois, de la cité de Québec, boucher, dûment autorisée par l'un des honorables juges de cette cour, à ester en justice aux fins des présentes ;

vs

Le dit Honoré St-Jean dit Langlois.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 5 septembre courant.

J. A. ROCHETTE,

Procureur de la demanderesse.

Québec, 6 septembre 1903.

3189.5

Province de Québec, }  
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*

Madame Céline Bellemare, épouse commune en biens de Elizée Boisvert, de la ville de Grand'Mère, a intenté devant cette cour, le 16 octobre courant, une action en séparation de corps et de biens contre son mari.

ARTHUR BELIVEAU,

Procureur de la demanderesse.

Grand'Mère, 16 octobre 1903.

3319.3

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*

No 1704.

Une action en séparation de biens a, ce jour, été instituée par Madame Emma Perreault, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Major, entrepreneur plâtrier, et dûment autorisée à ester en justice contre son mari, le dit Jean-Baptiste Major, tous deux des cité et district de Montréal.

C. A. ARCHAMBAULT,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 29 octobre 1903.

3405.2

Dame Virginie Elie dit Breton, épouse commune en biens de Joseph Ste-Marie, commerçant, des cité et district de Montréal, dûment autorisée, a intenté, ce jour, à son dit époux, une action en séparation de biens.

N. U. LACASSE,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 9 octobre 1903.

3229.4

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

No. 1159,

Dame Rebecca Gross, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Hyman Breitman, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à l'effet des présentes, Demanderesse ;

vs

Le dit Hyman Breitman, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-huitième jour de septembre 1903.

STEPHENS, HUTCHINS

&amp; MARGOLESE,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 6 octobre 1903.

3159.5

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Québec. }

No 2343.

Dame Elmire Renaud, de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette, épouse commune en biens de François-Xavier Martel, du même lieu, dûment autorisée en justice aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs

Le dit François-Xavier Martel, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, en cette cause.

C. E. DORION,

Avocat de la demanderesse.

Québec, 3 octobre 1903.

3149.5

*Superior Court.—Quebec.*

No. 1715.

Dame Séraphine Cardinal, wife common as to property of Honoré St-Jean dit Langlois, of the city of Quebec, butcher, duly authorized by one of the Honorable judges of this court, to appear in judicial proceedings for the purposes hereof ;

vs

The said Honoré St-Jean dit Langlois.

An action for separation of property has been instituted in this cause, on the 5th of September, instant.

J. A. ROCHETTE,

Attorney for plaintiff.

Quebec, 6th September, 1903.

3190

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers. } *Superior Court*

Madame Celina Bellemare, wife common as to property of Elizée Boisvert, of the town of Grand'Mère, has instituted before this court, on the 16th of October instant, an action for separation from bed and board against her husband.

ARTHUR BELIVEAU,

Attorney for plaintiff.

Grand'Mère, 16th October, 1903.

3320

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

No. 1704.

An action in separation as to property has, this day, been instituted by Madam Emma Perreault, wife common as to property of John Baptist Major, plastering contractor, and duly authorized for the purpose thereof, against her husband, the said John Baptist Major, both of the city and district of Montreal.

C. A. ARCHAMBAULT,

Attorney for the plaintiff.

Montreal, 29th October, 1903.

3406

Dame Virginie Elie dit Breton, wife common as to property of Joseph Ste. Marie, trader, of the city and district of Montreal, duly authorized, has instituted, this day, an action in separation as to property against her said husband.

N. U. LACASSE,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 9th October, 1903.

3230

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

No. 1159.

Dame Rebecca Gross, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Hyman Breitman, trader, of the same place, duly authorized for the purposes hereof, Plaintiff ;

vs

The said Hyman Breitman, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the twenty eighth day of September, 1903.

STEPHENS, HUTCHINS

&amp; MARGOLESE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 6th October, 1903.

3160

Canada }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Quebec. }

No. 2343.

Dame Elmira Renaud, of the parish of Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette, wife common as to property of François-Xavier Martel, of the same place, judicially authorized to take the present action. Plaintiff ;

vs

The said François-Xavier Martel, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, in the present cause.

C. E. DORION,

Attorney for the plaintiff.

Quebec, 3rd October, 1903.

3150

## Avis de Faillites

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
No 2497.

Dans l'affaire de Michael Armaly, de Québec, P. Q.,  
Failli.

Avis est par le présent donné que, le 29<sup>e</sup> jour  
d'octobre 1903, par ordre de cette cour, j'ai été  
nommé curateur des biens du susdit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre  
le dit failli sont requises de les produire, dans mon  
bureau, dûment attestées sous serment, sous trente  
jours de cette date.

J. WILFRID MICHAUD,  
Curateur.

205, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 29 octobre 1903. 3419

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re L. D. Carignan, Saint-Henri, Insolvable.

Un premier dividende a été préparé et sera paya-  
ble à notre bureau, le ou après le 23 novembre 1903.

Toute contestation de tel dividende doit être  
déposée entre nos mains avant la date ci-haut men-  
tionnée.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,  
97, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 7 novembre 1903. 3423

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
No 27.

Dans l'affaire de C. LeBel & Cie., (Marie Louise  
Massé),  
et

"The Megantic Furniture Co.",  
Créancier req. cession.

Avis est par le présent donné que, le deuxième  
jour de novembre courant, j'ai été nommé, par une  
ordonnance de la cour, curateur aux biens de la  
dite insolvable, qui a fait cession de ses biens pour  
le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent  
être produites entre mes mains dans les trente jours  
de cette avis.

PIERRE DROUIN,  
Curateur.

181, rue Saint-Joseph, Saint-Roch.  
Québec, 2 novembre 1903. 3429

Provinces de Québec, }  
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*  
No 10.

Dans l'affaire de Ariste Longtin, marchand, et N.  
Arthur Sabourin, médecin, tous deux de la ville  
de Saint-Jean, district d'Iberville, en leur qualité  
d'associés propriétaires de l'Imperial Chemical  
Works, nom et raison sociale sous lesquels ils  
font affaires à Saint-Jean, district d'Iberville,  
Débiteurs insolvables ;

and  
La Compagnie d'Imprimerie Moderne, corps poli-  
tique et incorporé, ayant son principal bureau  
d'affaires pour la province de Québec, dans les  
cité et district de Montréal,  
Créancière requérante.

Avis est par les présentes donné que les dits débi-  
teurs insolvable ont fait, ce jour, un abandon judi-  
ciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créan-  
ciers, au bureau du protonotaire de la cour supé-  
rieure pour le district d'Iberville, à Saint-Jean, dit  
district d'Iberville.

ALP. F. GERVAIS,  
Gardien provisoire.

Saint-Jean, 2 novembre 1903. 3439

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
District of Quebec. } *Superior Court.*  
No. 2497.

In the matter of Michael Armaly, Quebec, P. Q.,  
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 29th day of  
October, 1903, by order of this court, I was ap-  
pointed curator to the estate of the said insolvent.

All parties having claims against said insolvent  
are requested to file same, at my office, duly  
attested under oath, within thirty days from this  
date.

J. WILFRID MICHAUD,  
Curator.

205, Saint James street,  
Montreal, 29th October, 1903. 3420

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re L. D. Carignan, Saint Henri, Insolvent.

A first dividend has been prepared and will be  
payable at our office, on or after the 23rd November,  
1903.

Any contestation of such dividend must be de-  
posited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,  
97, Saint James street.  
Montreal, 7th November, 1903. 3424

Province of Quebec, }  
District of Quebec. } *Superior Court.*  
No. 27.

In the matter of C. LeBel & Co., (Marie Louise  
Massé),  
and

The Lake Megantic Furniture Co.,  
Creditor petitioner.

Notice is hereby given that, on the second day of  
November, 1903, by judgment of the court,  
I was appointed curator to the said insolvent's  
estate, who has made a judicial assignment of her  
property for the benefit of her creditors.

Claims, attested under oath, must be filed at my  
office within thirty days from this date.

PIERRE DROUIN,  
Curator.

181, Saint Joseph street, Saint Roch.  
Quebec, 2nd November, 1903. 4430

Province of Quebec, }  
District of Iberville. } *Superior Court.*  
No. 10.

In the matter of Ariste Longtin, merchant, and N.  
Arthur Sabourin, physician, both of the town of  
Saint John, district of Iberville, in their quality  
of partners proprietors of The Imperial Chem-  
ical Works, under which name and style they do  
business at Saint Johns, district of Iberville,  
Insolvent debtors ;

and  
La Compagnie d'Imprimerie Moderne, body politic  
and corporate, having its principal office of busi-  
ness for the province of Quebec, in the city and  
district of Montreal,  
Petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said insolvent  
debtors have, this day, made a judicial abandon-  
ment of their property for the benefit of their cre-  
ditors, at the office of the protonotary of the super-  
ior court for the district of Iberville, at Saint  
Johns, said district of Iberville.

ALP. F. GERVAIS,  
Provisional guardian.

Saint Johns, 2nd November, 1903. 3440

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re Ernest Chaput, Montréal, Insolvable.*  
 Un premier et dernier dividende a été préparé et sera payable à nos bureaux, No 180, rue Saint-Jacques, le ou après le 24 novembre 1903.

Toute contestation à ce dividende doit nous être déposée à nos bureaux avant la date sus-mentionnée.  
 P. J. CHARTRAND,  
 P. L. TURGEON,  
 Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,  
 180, rue Saint-Jacques. 3447

Canada, }  
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 District de Saint-François. }

Philippa Filteau, Joseph Filteau et Arthur Filteau, tous trois commerçants, de l'endroit appelé Fecteau's Mill, dans le canton de Ham, dans le district de Saint-François, faisant affaires ensemble en société sous les nom et raison de "Filteau & Frère," ont fait cession de leurs biens, pour le bénéfice de leurs créanciers, le 2 novembre 1903, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Saint-François, conformément à la loi.

LOUIS THEODULE BEAUDOIN,  
 3455 Gardien provisoire.

Province de Québec, }  
 District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*  
 Dans l'affaire de Joseph Yvon Trudel, marchand, Shawinigan Falls, Failli;

et  
 Arthur Gagnon et L. A. Caron,  
 Curateurs conjoints.

Avis public est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende amendé, a été préparé dans cette affaire, et sera payable à nos bureaux, le 24 novembre courant.

Toute contestation du dit bordereau devra être produite avant cette date.

ARTHUR GAGNON,  
 L. A. CARON,  
 Curateurs conjoints.

41, Edifice des Tramways.  
 Montréal, 7 novembre 1903. 3453

Province de Québec, }  
 District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de Louis Philippe Beauchemin, marchand, Nicolet, Failli.

Avis public est par les présentes donné que, par jugement de la cour, en date du 30 octobre 1903, nous avons été nommés curateurs aux biens du failli sus-nommé, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à nos bureaux sous un délai de trente jours pour être colloquées.

ARTHUR GAGNON,  
 L. A. CARON,  
 Curateurs conjoints.

41, Edifice des Tramways.  
 Montréal, 7 novembre 1903. 3449

Province de Québec, }  
 District de Terrebonne. } *Cour Supérieure*

Dans l'affaire de Charles Lawton Work, industriel, Saint-Adolphe de Howard, Failli.

Avis public est par les présentes donné que, par jugement de la cour, en date du 31 octobre 1903, nous avons été nommés curateurs aux biens du failli sus-nommé, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à nos bureaux sous un mois pour être colloquées.

ARTHUR GAGNON,  
 L. A. CARON,  
 Curateurs conjoints.

41, Edifice des Tramways.  
 Montréal, 7 novembre 1903. 3451

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court*  
*In re Ernest Chaput, Montreal, Insolvent.*  
 A first and final dividend has been prepared and will be payable at our offices, 180, Saint James street, on or after the 24th November, 1903.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.  
 P. J. CHARTRAND,  
 P. L. TURGEON,  
 Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,  
 180, Saint James street. 3448

Canada, }  
 Province of Quebec, } *Superior Court.*  
 District of Saint Francis. }

Philippe Filteau, Joseph Filteau and Arthur Filteau, all three traders, of the place called Fecteau's Mill, in the township of Ham, in the district of Saint Francis, carrying on business in partnership under the name, style and firm of "Filteau & Frère," have made a judicial abandonment of their property, for the benefit of their creditors, on the 2nd of November, 1903, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Saint Francis, according to law.

LOUIS THEODULE BEAUDOIN,  
 3456 Provisional guardian.

Province of Quebec, }  
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
 In the matter of Joseph Yvon Trudel, merchant, Shawinigan Falls, Insolvent;

and  
 Arthur Gagnon and L. A. Caron,  
 Joint curators.

Public notice is hereby given that a first and final amended dividend sheet has been prepared in this matter, and will be payable at our offices, on the 24th November instant.

Any opposition to the said dividend must be filed before this date.

ARTHUR GAGNON,  
 L. A. CARON,  
 Joint curators.

41, Street Railway Building.  
 Montreal, 7th November, 1903. 3454

Province of Quebec, }  
 District of Three-Rivers. } *Superior Court.*

In the matter of Louis Philippe Beauchemin, merchant, Nicolet, Insolvent.

Public notice is hereby given that, by judgment of the court, of 30th October, 1903, we were appointed curators to the estate of the above named insolvent, who has made a voluntary assignment of his property for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our offices within a month to be collocated.

ARTHUR GAGNON,  
 L. A. CARON,  
 Joint curators.

41, Street Railway Building.  
 Montreal, 7th November, 1903. 3450

Province of Quebec, }  
 District of Terrebonne. } *Superior Court.*

In the matter of Charles Lawton Work, trader, Saint Adolphe de Howard, Insolvent.

Public notice is hereby given that, by judgment of the court, dated the 31st October, 1903, we were appointed curators to the estate of the above named insolvent, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within a month to be collocated.

ARTHUR GAGNON,  
 L. A. CARON,  
 Joints curators.

41, Street Railway Building.  
 Montreal, 7th November, 1903. 3452

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de Dame Céline Hadd, "P. A. Pelle-  
 tier & Cie," manufacturier de cigares, de la cité  
 de Montréal, Faillie ;

et  
 Alexandre Desmarteau, Curateur.  
 Un premier et dernier bordereau de dividendes  
 a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objec-  
 tion jusqu'au 26e jour de novembre 1903, le  
 ou après laquelle date les dividendes seront paya-  
 bles dans mon bureau.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
 Curateur.

1598, rue Notre-Dame.  
 Montréal, 4 novembre 1903. 3441

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de Dame Léa Lépine, ès-qualité,  
 "Henri Dubois," hôtelier, de la cité de Mont-  
 réal, Faillie ;

et  
 Thomas Gauthier et Alexandre Desmarteau,  
 Curateurs conjoints.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a  
 été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objec-  
 tion jusqu'au 24e jour de novembre 1903, le ou  
 après laquelle date les dividendes seront payables  
 dans notre bureau.

THOMAS GAUTHIER &  
 ALEXANDRE DESMARTEAU,  
 Curateurs conjoints.

145, rue Saint-Jacques.  
 Montréal, 4 novembre 1903. 3445

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 In re Jos. Martineau, marchand de quincaillerie, de  
 Maisonneuve, Qué., Failli ;

et  
 Alexandre Desmarteau, Curateur.  
 Un premier et dernier bordereau de dividendes a  
 été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objec-  
 tion jusqu'au 25e jour de novembre 1903, le ou  
 après laquelle date les dividendes seront payables  
 dans mon bureau.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
 Curateur.

1598, rue Notre Dame.  
 Montréal, 4 novembre 1903. 3443

### En Liquidation

Canada, }  
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 District de Saint-François. }  
 Dans l'affaire de The Scotstown Mills Company,  
 En liquidation ;

et  
 Henry R. Fraser, Liquidateur.

Avis est par le présent donné que, par ordre de  
 cette cour, en date du 30 octobre 1903, les immeu-  
 bles consistant en moulins, machines, appareils,  
 terres, maisons, écluses, améliorations de rivière,  
 etc., etc., ainsi que les limites à bois de la dite  
 Scotstown Mills Company, en liquidation, seront  
 vendus par encan public, au palais de justice, dans  
 la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-  
 François, mardi, le premier jour de décembre pro-  
 chain, à une heure de l'après-midi.

Pour toute information et détails s'adresser au  
 soussigné.

H. R. FRASER,  
 Liquidateur.

Daté à Sherbrooke, 2 novembre 1903. 3431

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 In the matter of Dame Céline Hadd, "P. A. Pelle-  
 tier & Cie", cigar manufacturer, of the city of  
 Montreal, Insolvent ;

and  
 Alexandre Desmarteau, Curator.  
 A first and final dividend sheet has been pre-  
 pared in this matter, and will be open to objection  
 until the 26th day of November, 1903, on or after  
 which date dividends will be payable at my office.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
 Curator.

1598, Notre Dame street.  
 Montreal, 4th November, 1903. 3442

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 In the matter of Dame Lea Lépine, ès-qualité,  
 "Henri Dubois," hotel-keeper, of the city of  
 Montreal, Insolvent ;

and  
 Thomas Gauthier and Alexandre Desmarteau,  
 Joint curators.

A first and final dividend sheet has been prepared  
 in this matter, and will be open to objection until  
 the 24th day of November, 1903, on or after  
 which date dividends will be payable at our office.

THOMAS GAUTHIER &  
 ALEXANDRE DESMARTEAU,  
 Joint curators.

145, Saint James street.  
 Montreal, 4th November, 1903. 3446

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 In re Jos. Martineau, hardware dealer, of Maisonneuve,  
 Que., Insolvent ;

and  
 Alexandre Desmarteau, Curator.  
 A first and final dividend sheet has been prepared  
 in this matter, and will be open to objection until  
 the 25th day of November, 1903, on or after which  
 date dividends will be payable at my office.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
 Curator.

1598, Notre Dame street.  
 Montreal, 4th November, 1903. 3444

### In Liquidation

Canada, }  
 Province of Quebec, } *Superior Court.*  
 District of Saint-François. }  
 In the matter of The Scotstown Mills Company,  
 In liquidation ;

and  
 Harry R. Fraser, Liquidator.

Notice is hereby given that, by authority of this  
 court, of date the 30th October, 1903, the real estate  
 consisting of mills, machinery, plant, lands, houses,  
 dams, river improvements, &c., &c., as well as the  
 timber limits of the said Scotstown Mills Company,  
 in liquidation, will be sold by public auction, at the  
 court house, in the city of Sherbrooke, in the dis-  
 trict of Saint Francis, on Tuesday, the first day of  
 December next, at one o'clock in the afternoon.

For all information and details apply to the  
 undersigned.

H. R. FRASER,  
 Liquidator.

Dated Sherbrooke, 2nd November, 1903. 3432

## Règle de Cour

Province de Québec,  
District d'Arthabaska. } *Cour de Circuit.*  
No 229.

Le vingt-six octobre mil neuf cent trois.

Dollard Magnan, Demandeur ;  
vs.  
Nazaire Vidal, Défendeur ;  
et  
Félix Baril, Opposant afin de conserver.

Sur ordre du soussigné protonotaire, en l'absence de tout juge du chef-lieu de ce district, vu l'allégation de l'insolvabilité du dit Nazaire Vidal, du canton de Warwick, défendeur, les créanciers du dit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du greffier de la cour de circuit pour ce district, à Arthabaska, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

(Signé) HENRI LAURIER,  
Protonotaire C. S. Arthabaska.

(Vraie copie),  
HENRI LAURIER,  
P. C. S. 3361.2

## Rule of Court

Province of Quebec,  
District of Arthabaska. } *Circuit Court.*  
No. 229.

The twenty sixth October, one thousand nine hundred and three.

Dollard Magnan, Plaintiff ;  
vs.  
Nazaire Vidal, Defendant ;  
and  
Félix Baril, Opposant afin de conserver.

Upon the order of the undersigned prothonotary, in the absence of a judge at the *chef lieu* of this district, seeing the allegation of the insolvability of the said Nazaire Vidal, of the township of Warwick, defendant, the creditors of the said defendant who have not as yet fyled their claims, are now called to fyle them in this cause, at the office of the clerk of the circuit court for this district, at Arthabaska, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice, in the *Quebec Official Gazette*, in conformity with the articles 673 and 674 of the code of civil procedure.

(Signed) HENRI LAURIER,  
Prothonotary S. C., Arthabaska.

(True copy)  
HENRI LAURIER,  
P. S. C. 3362

## Licitations

Province de Québec,  
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*  
No 79.

Jean Tardif, Demandeur ;  
vs.  
Clément Massé et al., Défendeurs.

Avis public est par les présentes donné, qu'en vertu de jugements de la cour supérieure, siégeant à Arthabaska, dans le district d'Arthabaska, les 24 octobre dernier, et 3 novembre courant, dans une cause où Jean *alias* Johnny Tardif, journalier, de la paroisse de Saint-Ferdinand d'Halifax, et actuellement à Biddeford, dans l'état du Maine, l'un des états unis d'Amérique, est Demandeur ; contre Clément Massé, cultivateur, de la paroisse de Saint-Ferdinand d'Halifax ; Joseph Lavertu, en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs Joseph, Marie Adéla et Démérisse Tardif, enfants mineurs de feu Pierre Tardif et Marie Lavertu ; Sofronie *alias* Virginie Tardif, de la paroisse de Sainte-Hélène, épouse de Amédée Bellavance, du même lieu, ce dernier mis en cause pour autoriser son épouse aux fins des présentes ; Georgiana Tardif, de la ville de Biddeford, dans l'état du Maine, l'un des états unis d'Amérique, épouse de Georges Gagné, du même lieu, ce dernier mise en cause pour autoriser son épouse aux fins des présentes ; Adélina *alias* Délima Tardif, de la ville de Biddeford, dans l'état du Maine, l'un des états unis d'Amérique, épouse de Louis Bouffard, du même lieu, ce dernier mis en cause pour autoriser son épouse aux fins des présentes ; Pierre Tardif, de l'endroit appelé Bistral, dans l'état du New-Hampshire, l'un des états unis d'Amérique ; Marie *alias* Phélonise Tardif, de la ville de Biddeford, dans l'état du Maine, l'un des états unis d'Amérique, épouse de Siméon Perreault, du même lieu, et ce dernier mis en cause pour autoriser son épouse aux fins des présentes, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

Les numéros onze, huit et cinq (Nos 11, 8 et 5),

## Licitations

Province of Quebec,  
District of Arthabaska. } *Superior Court.*  
No. 79.

Jean Tardif, Plaintiff ;  
vs.  
Clément Massé et al., Defendants.

Public notice is hereby given that, in virtue of judgments of the superior court, sitting at Arthabaska, in the district of Arthabaska, on the 24th of October last, and the 3rd of November instant, in a suit in which Jean *alias* Johnny Tardif, laborer, of the parish of Saint Ferdinand d'Halifax, and now at Biddeford, in the state of Maine, one of the united states of America, in Plaintiff ; against Clément Massé, farmer, of the parish of Saint Ferdinand d'Halifax ; Joseph Lavertu, in his quality of tutor to the minor children Joseph, Marie Adelia and Demerise Tardif, minor children of the late Pierre Tardif and Marie Lavertu ; Sofronie *alias* Virginie Tardif, of the parish of Sainte Helene, wife of Amédée Bellavance, of the same place, the latter a party hereunto to authorize his wife for the purposes hereof ; Georgiana Tardif, of the town of Biddeford, in the state of Maine, one of the united states of America, wife of Georges Gagné, of the same place, and the latter a party hereunto to authorize his wife for the purposes hereof ; Adelina *alias* Délima Tardif, of the town of Biddeford, in the state of Maine, one of the united states of America, wife of Louis Bouffard, of the same place, and the latter a party hereunto to authorize his wife for the purposes hereof ; Georges Tardif, of the town of Biddeford, in the state of Maine, one of the united states of America ; Pierre Tardif, of the place called Bistral, in the state of New Hampshire, one of the united states of America ; Marie *alias* Phelonise Tardif, of the town of Biddeford, in the state of Maine, one of the united states of America, wife of Simeon Perreault, of the same place, and the latter a party hereunto to authorize his wife for the purposes hereof, are Defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit :

Numbers eleven, eight and five (11, 8 and 5),

et la demi nord du numéro quatre (No 4), du cadastre officiel et livre de renvoi de la paroisse de Saint-Ferdinand d'Halifax, lesquelles immeubles appartenaient à feus Pierre Tardif et Marie Lavertu.

Les dits immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice d'Arthabaska; sujets aux charges, clauses et conditions stipulées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

J. E. PERRAULT,  
Procureur du demandeur.

Arthabaska, 3 novembre 1903. 3425  
[Première publication, 7 novembre 1903.]

Province de Québec,  
District d'Arthabaska. } Cour Supérieure.  
No 142. }

James Reed, Demandeur;

vs

Frank Ross, Défendeur.

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de cette cour, siégeant dans la ville d'Arthabaska, le troisième jour de novembre courant, ordonnant la licitation de l'immeuble suivant, savoir :

1° Le lot cadastral No 6c, du 4e rang du township de Leeds.

2° Le lot cadastral No 7a, du dit 4e rang du dit township de Leeds.

3° Le lot cadastral No 6b, du 5e rang du dit township de Leeds.

Le dit immeuble sera mis à l'enchère et adjugé, en bloc, au plus offrant et dernier enchérisseur, MERCREDI, le SEIZIEME jour de DECEMBRE prochain (1903), à DIX heures du matin, devant la cour supérieure, cour tenante, dans la salle d'audience au palais de justice, dans la dite ville d'Arthabaska; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de cette cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer la dite opposition dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

P. H. COTE,  
Procureur du demandeur.

Arthabaska, 3 novembre 1903. 3427  
[Première publication, 7 novembre 1903.]

Canada,  
Province de Québec, } Cour Supérieure.  
District de Québec. }

LICITATION.

Avis est par le présent donné par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Québec, pour le district de Québec, le 25 septembre 1903, dans une cause dans laquelle Dame Luce Drapeau, veuve de Bazile Gagné, de la paroisse de Saint-Anselme, est Demanderesse; et Herménégilde

and the north half of number four (4), of the official cadastre and book of reference of the parish of Saint Ferdinand d'Halifax, which immovables belonged to the late Pierre Tardif and Marie Lavertu.

The above described immovables will be put to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTY SECOND day of DECEMBER, at TEN of the clock in the forenoon, sitting the court, in the court room, in the court house of Arthabaska; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, twelfth days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and opposition for payment must be filed within the six days next after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

J. E. PERRAULT,  
Attorney for plaintiff.

Arthabaska, 3rd November, 1903. 3426  
[First published, 7th November, 1903.]

Province of Quebec,  
District of Arthabaska. } Superior Court.  
No. 142. }

James Reed, Plaintiff;

vs

Frank Ross, Defendant.

LICITATION.

Public notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting in the town of Arthabaska, the third day of November instant, ordering the licitation of the immovable property described as follows, to wit :

1. The cadastral lot No. 6c, in the 4th range of the township of Leeds.

2. The cadastral lot No. 7a, of the said 4th range of the said township of Leeds.

3. The cadastral lot No. 6b, of the 5th range of the said township of Leeds.

The above described property will be put up to auction as a whole, *en bloc*, and adjudged to the last and highest bidder, on WEDNESDAY, the SIXTEENTH day of DECEMBER next (1903), at TEN of the clock in the forenoon, before the superior court, in the court house, in the said town of Arthabaska; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and any opposition to annul, to secure charges or withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and any opposition for payment must be filed within 6 days after the adjudication; and failing in parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

P. H. COTÉ,  
Attorney for the plaintiff.

Arthabaska, 3rd November, 1903. 3428  
[First published, 7th November, 1903.]

Canada,  
Province of Quebec, } Superior Court.  
District of Quebec. }

LICITATION.

Notice is hereby given by and virtue of a judgment of the superior court sitting at Quebec, for the district of Quebec, rendered on the 25th September, 1903, in a cause in which Dame Luce Drapeau, widow of the late Bazile Gagné, of the parish of Saint Anselme, is Plaintiff; and Herménégilde

gilde Gagné, cultivateur, Céline Gagné, épouse séparée de biens d'Anselme Plante, cultivateur, et le dit Anselme Plante, tant pour assister son épouse que personnellement, tous de la paroisse de Saint-Anselme, et David Gagné et Jean *alias* Johnny Gagné, tous deux de lieux inconnus, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

1° Les numéros 41 et 42, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Anselme, comté de Dorchester, situés dans la concession Sainte-Anne de la dite paroisse, pour être vendus en un seul et même lot.

2° Le numéro 53, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Anselme, comté de Dorchester, situé dans la concession Sainte-Anne de la dite paroisse.

3° Le numéro 54, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Anselme, comté de Dorchester, situé dans la concession Sainte-Anne de la dite paroisse.

4° Le numéro 696, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Anselme, comté de Dorchester, étant une terre à bois située dans la concession Saint-Charles de la dite paroisse.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le 18 NOVEMBRE 1903, cour tenant, dans la salle d'audience du palais de justice de Québec; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de la faire.

BELLEAU & BELLEAU,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 14 octobre 1903. 3243.2  
[Première publication, 17 octobre 1903.]

Gagné, farmer, Céline Gagné, wife separated as to property of Anselme Plante, farmer, and the said Anselme Plante, to assist his wife and personally, all of the parish of Saint Anselme, and David Gagné and Jean *alias* Johnny Gagné, both of parts unknown, are Defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit :

1. Numbers 41 and 42, of the official cadastre of Saint Anselme, county of Dorchester, situate in Sainte Anne concession of the said parish, to be sold in one and single lot.

2. Number 53, of the official cadastre of the parish of Saint Anselme, county of Dorchester, situate in Saint Ann's concession of the said parish.

3. Number 54, of the official cadastre of the parish of Saint Anselme, county of Dorchester, situate in Saint Ann's concession of the said parish.

4. Number 696, of the official cadastre of the parish of Saint Anselme, county of Dorchester, being a wood land situate in Saint Charles concession of the said parish.

The above described immovables will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder, on the 18th day of NOVEMBER, 1903, in the court room, of the court house of Québec, sitting the court; subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges, deposited in the office of the protonotary of the said court; and all oppositions to annul, to secure charges or to withdraw to said licitation, must be filed in the office of the protonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as above for the sale and adjudication; and that all oppositions for payment must be filed within six days after the adjudication; and in default by the parties to file the said oppositions in the delays above prescribed, they will be foreclosed from so doing.

BELLEAU & BELLEAU,

Attorneys for plaintiff.

Québec, 14th October, 1903. 3244  
[First published, 17th October, 1903.]

## Ventes par le Shérif—Arthabaska

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

### FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } DAME ADELE CARON, No 179. } veuve de feu Trefflé Mercier, Demanderesse; contre LA SOCIÉTÉ SAINT JEAN BAPTISTE DE SAINTE-JULIE DE SOMERSET, corps politique et incorporé, Défenderesse.

Une maison en bois à deux étages, occupée ci-devant par la dite défenderesse, et érigée sur un terrain appartenant à la fabrique de la paroisse de Sainte-Julie de Somerset, et connu sous le numéro trois cent quatre-vingts, du cadastre officiel pour Somerset Nord.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Julie de Somerset, le NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, 1903, à DEUX heures de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT.

Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaska, 5 novembre 1903. 3457  
[Première publication, 7 novembre 1903.]

## Sheriff's Sales—Arthabaska

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } MRS. ADELE CARON, No. 179. } widow of the late Trefflé Mercier, Plaintiff; against the SOCIETE SAINT JEAN BAPTISTE OF SAINTE JULIE OF SOMERSET, a body politic and incorporate, Defendant.

A two story's wooden house, occupied heretofore by said defendant, and erected on a piece of land belonging to the church wardens of the parish of Sainte-Julie de Somerset, and known under number three hundred and eighty, of the official cadastre for Somerset North.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Julie de Somerset, on the NINTH day of DECEMBER next, 1903, at TWO o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.  
Arthabaska, 5th November, 1903. 3458  
[First published, 7th November, 1903.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } **VICTOR GRONDIN** et  
No 138. } **AL**, Demandeurs; contre  
**ALPHONSINE BÉDARD**, fille majeure et  
usant de ses droits, Défenderesse.

La moitié sud-ouest du lot numéro deux, du cinquième rang du canton de Warwick, connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté d'Arthabaska, pour le canton de Warwick, sous le numéro cinq cent soixante-treize, contenant environ cent acres de terre en superficie—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Victoire d'Arthabaska, le DIX-HUITIÈME jour de NOVEMBRE prochain, 1903, à DIX heures de l'avant-midi.

**P. L. TOUSIGNANT,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaska, 14 octobre 1903. 3235.2  
[Première publication, 17 octobre 1903.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } **VICTOR GRONDIN** et  
No. 138. } **AL**, Plaintiffs; against  
**ALPHONSINE BÉDARD**, spinster, Defendant.

The south west half of lot number two, in the fifth range of the township of Warwick, known and described on the official plan and book of reference for the registry office of the county of Arthabaska, for the township of Warwick, under number five hundred and seventy three, containing about one hundred acres of land in superficies—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte Victoire of Arthabaska, on the EIGHTEENTH day of NOVEMBER next, 1903, at TEN o'clock in the forenoon.

**P. L. TOUSIGNANT,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
Arthabaska, 14th October, 1903. 3236  
[First published, 17th October, 1903.]

**Ventes par le Shérif—Chicoutimi**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Cour de magistrat siégeant à Saint-Felicien.*

Chicoutimi, à savoir : } **PROSPER LAFONTAINE**  
No 185. } **NE**, de Saint-Cyrille  
de Normandin, courtier, Demandeur; contre  
**TELESPHORE BELANGER**, mécanicien, de Saint-Cyrille de Normandin, Défendeur.

Un moulin à bordeau situé sur le lot No 24, de la subdivision primitive du 4ème rang du canton Normandin, maintenant connu et désigné comme étant le No 24b.

Pour être vendu à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Cyrille de Normandin, le DIX-HUITIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

**O. BOSSE,**

Bureau du shérif, Shérif.  
Chicoutimi, 12 octobre 1903. 3245.2  
[Première publication, 17 octobre 1903.]

**Sheriff's Sales—Chicoutimi**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Magistrate's Court sitting at Saint Felicien.*

Chicoutimi, to wit : } **PROSPER LAFONTAINE**  
No 185. } **NE**, of Saint Cyrille  
de Normandin, broker, Plaintiff; against  
**TELESPHORE BELANGER**, machinist, of Saint Cyrille de Normandin, Defendant.

A shingle mill situate on the lot No. 24, of the primitive subdivision of the fourth range of the township Normandin, now known and designated as No. 24b.

To be sold at the church door of the said parish of Saint Cyrille de Normandin, on the EIGHTEENTH day of the month of NOVEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

**O. BOSSE,**

Sheriff's office, Sheriff.  
Chicoutimi, 12th October, 1903, 3246  
[First published, 17th October, 1903.]

**Ventes par le Shérif—Gaspé**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS***Cour Supérieure.—Comté de Gaspé.*

Percé, à savoir : } **THE ROYAL BANK OF CANADA**, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Halifax, et un bureau succursale en la cité de Montréal, Demanderesse; contre **ALEXANDRE ARSENAULT**, de la municipalité de la Grande-Rivière, dans le comté de Gaspé, Défendeur.

Un certain emplacement ou lopin de terre situé en la municipalité de la Grande-Rivière, dans le comté de Gaspé, de quatre-vingt seize pieds environ de front sur environ un arpent de profondeur, plus ou moins; borné en front au sud par la rivière Grande-Rivière, en arrière au nord par le chemin Royal, d'un côté

**Sheriff's Sales—Gaspé**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Superior Court.—County of Gaspé.*

Percé to wit : } **THE ROYAL BANK OF CANADA**, a body politic and corporate, duly incorporated, having its principal place of business in the city of Halifax, and a branch office in the city of Montreal, Plaintiffs; against **ALEXANDRE ARSENAULT**, of the municipality of Grand River, in the county of Gaspé, Defendant.

A certain lot of land (or emplacement) situate in the municipality of Grand River, in the county of Gaspé, containing about ninety six feet in front on a depth of one arpent, more or less; bounded in front towards the south by the river of Grand River, in rear towards the north by the King's highway, on one side towards the west by Adolphe Couture, son of Joseph, and on the other side towards the east

à l'ouest par Adolphe Couture, fils de Joseph, et de l'autre côté à l'est par Georges Couture, le dit emplacement étant partie de l'immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite municipalité de la Grande-Rivière, sous le numéro cent vingt (No 120), du premier rang est de la dite municipalité—avec une maison une grange, boutique de forgeron et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sous la réserve de tous les droits que peut avoir sur le dit immeuble le dit Adolphe Couture, fils de Joseph, en vertu d'un bail emphytéotique, consenti par le dit Adolphe Couture, fils de Joseph, à John Landry, le 23 juillet 1897, pour un terme de 99 ans, et sujet aux droits et obligations du dit John Landry, en vertu de la cession du dit immeuble par lui faite au défendeur, le 14 juin 1901.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de la Grande-Rivière, le DOUZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

JAS. T. TUZO,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Percé, 30 octobre 1903. 3433  
Première publication, 7 novembre 1903.

### Ventes par le Shérif—Iberville

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS. MANDAT DU MAIRE.

Canada, } LA VILLE DE SAINT-  
Province de Québec, } JEAN, corps politique  
District d'Iberville. } et incorporé, ayant son siège  
No 966. } d'affaires dans la ville de  
Saint-Jean, dans le district d'Iberville, Demande-  
resse; et GEORGE HAND, ci-devant de la dite  
ville de Saint-Jean, et maintenant absent de cette  
province, saisi, savoir :

Un lot de terre de la contenance d'environ quatre-vingt-quatorze pieds de front par cent quarante-quatre pieds de profondeur, situé au coin nord-ouest des rues Glass Factory et Queen, dans la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le numéro sept cent vingt-neuf (No 729)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu en mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant midi.

LS. MAYRAND,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Jean, 5 novembre 1903. 3459  
[Première publication, 7 novembre 1903.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } ANTONIN D A V I D  
No 83. } A GIRARD, avocat, de  
la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville,  
Demandeur; contre AMABLE COUPAL, de la  
paroisse de Saint-Michel Archange, dans le district  
sudit, Défendeur.

Une terre sise et située sur le Grand Rang Saint-Michel, en la paroisse de Saint-Michel Archange, dans le district d'Iberville, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous le numéro soixante et un (No 61)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Michel Archange susdite, le

by George Couture, the said lot of land (or emplacement) being part of the immovable known and designated on the official cadastre and book of reference of the municipality of Grand River, under the number one hundred and twenty (No. 120), of the first range east of the said municipality—with a house, barn, forge and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Reserving all rights which may belong to the said immovable of the said Adolphe Couture, son of Joseph, in virtue of an emphyteutic lease, consented by the said Adolphe Couture, son of Joseph, to John Landry, on the 23rd July, 1897, for a term of ninety nine years and subject to all rights and obligations of the said John Landry, by virtue of the transfer of the said immovable to him made by the defendant, on the 14th June, 1901.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame de la Grande Rivière, on the TWELFTH day of DECEMBER next at TWO o'clock in the afternoon.

JAS. T. TUZO,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Percé, 30th October, 1903. 3434  
[First published, 7th November, 1903.]

### Sheriff's Sales—Iberville

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS. MAYOR'S WARRANT.

Canada, } THE TOWN OF SAINT-  
Province of Québec, } JOHNS, body politic  
District of Iberville. } and corporate, having its  
No. 966. } seat of business in the  
town of Saint Johns, in the district of Iberville,  
Plaintiff; and GEORGE HAND, heretofore of the  
said town of Saint Johns, and now absent from  
this province, seized, to wit :

A lot of land containing about ninety four feet in front by one hundred and forty four feet in depth, situate on the north west corner of Glass Factory and Queen street, in the town of Saint John, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the number seven hundred and twenty nine (No. 729)—with the buildings thereon erected.

To be sold in my office, in the court house, in the said town of Saint Johns, on the NINTH day of DECEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LS. MAYRAND,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Johns, 5th November, 1903. 3460  
[First published, 7th November, 1903.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } ANTONIN DAVID GI-  
No. 83. } RARD, advocate, of  
the town of Saint Johns, in the district of Ibe-  
ville, Plaintiff; against AMABLE COUPAL, of the  
parish of Saint Michel Archange, in the afore-  
said district, Defendant.

A farm lying and situate on the Grand Rang Saint-Michel, in the parish of Saint Michel Archange, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish, under the number sixty one (No. 61)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Michel Archange aforesaid, on the

DIX-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LS. MAYRAND, Sheriff.  
Bureau du Shérif, Saint-Jean, 12 octobre 1903. 3225.2  
[Première publication, 17 octobre 1903.]

### Ventes par le Shérif—Joliette

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit pour le district de Montréal.*

Joliette, à savoir : } V. JOSEPH E. BROUIL-  
No 4735. } LET, Demandeur; vs  
ISIDORE BOLDUC, Défendeur.

Un immeuble portant le numéro deux cent quatre-vingt-deux (282), des plan et livre de renvoi officiels de la ville de L'Assomption, dans le district de Joliette; borné en front par la rue de l'Ange-Gardien.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de L'Assomption, le DIX-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD, Sheriff.  
Bureau du Shérif, Joliette, 12 octobre 1903. 3223.2  
[Première publication, 17 octobre 1903.]

### Ventes par le Shérif—Québec

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS

*Circuit de Quebec*

Québec, à savoir : } L A COMMUNAUTE DES  
No 2569. } RELIGIEUSES DE  
L'HOPITAL-GENERAL DE QUEBEC; contre  
DAME CAROLINE BORNAIS, veuve Charles  
Roy, à savoir :

La partie nord du lot No 1337 (mille trois cent trente-sept), du cadastre officiel pour le quartier Jacques Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement situé au coin nord-ouest des rues Nelson et Colomb, mesurant environ quarante-deux pieds et dix pouces de front sur la dite rue Nelson; borné au sud par le reste du dit lot No 1337—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente constituée de \$7.63, payable le 29 septembre à la Communauté des Religieuses de l'Hôpital-Général de Québec.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le QUATRIEME jour de DECEMBER prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER, Sheriff.  
Bureau du Shérif, Québec, 5 novembre 1903. 3467  
[Première publication, 7 novembre 1903.]

#### FIERI FACIAS.

*Cour de Recorder.*

Québec, à savoir : } L A CITE DE QUEBEC; vs.  
No. 1665. } JEAN-BAPTISTE PELLE-  
LETIER, à savoir :

La moitié sud-ouest du lot No 1258 (mille deux cent cinquante-huit), du cadastre officiel pour la

SEVENTEENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LS. MAYRAND, Sheriff.  
Sheriff's Office, Saint John, 12th October, 1903. 3226  
[First published, 17th October, 1903.]

### Sheriff's Sales—Joliette

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court for the district of Montreal.*

Joliette, to wit : } V. JOSEPH E. BROUIL-  
No. 4735. } LET, Plaintiff; vs ISI  
DORE BOLDUC, Defendant.

A lot of land bearing the number two hundred and eighty two (282), of the official plan and book of reference of the town of L'Assomption, in the district of Joliette; bounded in front by Ange-Gardien street.

To be sold at the church door of the parish of L'Assomption, on the SEVENTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD, Sheriff.  
Sheriff's Office, Joliette, 12th October, 1903. 3224  
[First published, 17th October, 1903.]

### Sheriff's Sales—Quebec

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

#### FIERI FACIAS.

*Quebec Circuit.*

Quebec, to wit : } L A COMMUNAUTE DES RE-  
No. 2569. } LIGIEUSES DE L'HOPITAL  
GENERAL DE QUEBEC; against DAME  
CAROLINE BORNAIS, widow of Charles Roy, to  
wit :

The north part of lot No. 1337 (one thousand three hundred and thirty seven), of the official cadastre for Jacques Cartier ward, of the city of Quebec, being a lot situate on the north west corner of Nelson and Colomb streets, measuring about forty two feet ten inches in front on the said Nelson street; bounded on the south by the residue of the said lot No. 1337—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to a constituted rent of \$7.63, payable on the 29th of September to the Reverend Ladies of the Hôpital Général de Québec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the FOURTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER, Sheriff.  
Sheriff's Office, Québec, 5th November, 1903. 3468  
[First published, 7th November, 1903.]

#### FIERI FACIAS

*Recorder's Court.*

Quebec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC; vs.  
No. 1665. } JEAN BAPTISTE PELLE-  
TIER, to wit :

The south west half of lot No. 1258 (one thousand two hundred and fifty eight), of the officia

paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Boisseau, mesurant environ trente pieds de front sur quarante pieds de profondeur; borné au nord-est par le reste du dit lot No 1258, au sud-ouest par la rue Saint-Germain, au nord par la rue Boisseau, au sud par le lot No. 1259—circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$3.00, payable le 29 juin aux Révérendes Dames de l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le QUATRIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Québec, 5 novembre 1903.  
[Première publication, 7 novembre 1903.]

CHS. LANGELIER, Shérif.

3465

**FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir : } ISIDORE BELLEAU ET  
No 1745. } AUTRES; contre AURELIE BOUTIN, à savoir :

Le lot No 8 (huit), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Narcisse-de-Beaurivage, comté de Lotbinière, étant une terre située concession Saint-Aimé—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Narcisse-de-Beaurivage, le VINGT-CINQUIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Québec, 23 octobre 1903.  
[Première publication, 24 octobre 1903.]

CHS. LANGELIER, Shérif.

3331.2

cadastre for the parish of Saint Sauveur of Quebec, being a lot situate on Boisseau street, measuring about thirty feet in front by forty feet in depth; bounded on the north east by the residue of the said lot No. 1258, on the south west by Saint Germain street, on the north by Boisseau street, and on the south by lot No. 1259—circumstances and dependencies. Subject to an annual rent of \$3.00, payable on the 29th June to the Reverend Ladies of the Hôtel-Dieu of Quebec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the FOURTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, 5th November, 1903.  
[First published, 7th November, 1903.]

CHS. LANGELIER, Sheriff.

3466

**FIERI FACIAS**

Québec, to wit : } ISIDORE BELLEAU ET AL; No. 1745 } against AURELIE BOUTIN, to wit :

Lot No. 8 (eight), of the official cadastre of the parish of Saint Narcisse de Beaurivage, county of Lotbinière, being a lot of land situate in the Saint Aimé concession—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Narcisse de Beaurivage, on the TWENTY FIFTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, 23rd October, 1903.  
[First published, 24th October, 1903.]

CHS. LANGELIER, Sheriff.

3332

**Ventes par le Shérif—St-François**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

Cour Supérieure.—District de Saint-François.  
Saint-François, à savoir : } STANISLAS BACHAND ET AL.,  
No 205. } Défendeur.

Une étendue de terre située dans le canton de Clifton, dans le district de Saint-François, connue et désignée sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Clifton, comme lot numéro quatorze C (No 14 C), dans le huitième rang—avec les bâtisses sus érigées et améliorations faites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Hedwidge, dans le dit canton de Clifton, le NEUVIÈME jour de DECEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après midi.

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 4 novembre 1903.  
[Première publication, 7 novembre 1903.]

HENRY AYLMEY, Shérif.

3461

**Sheriff's Sales—St. Francis**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

Superior Court—District of Saint Francis.  
Saint Francis, to wit : } STANISLAS BACHAND  
No. 205. } ET AL., Plaintiffs; vs  
PIERRE BIBEAU, Defendant.

A certain tract of land situate in the township of Clifton, in the district of Saint Francis, known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Clifton, as the lot number fourteen C (No. 14 C), in the eighth range—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the door of the parish church of the parish of Sainte Hedwidge, in the said township of Clifton, on the NINTH day of DECEMBER next, at THREE of the clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Sherbrooke, 4th November, 1903.  
[First published, 7th November, 1903.]

HENRY AYLMEY, Sheriff.

3462

**Nominations**

**DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.**

*Nominations de commissaires et de syndics d'écoles.*

Il a plu à Son Honneur l'Administrateur, par ordre en conseil, en date du 4 novembre courant, 1903, de faire les nominations suivantes, savoir :

**Appointments**

**DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.**

*Appointments of school commissioners and trustees.*

His Honor the Administrator has been pleased, by order in council, dated the 4th of November instant, 1903, to make the following appointments, to wit :

*Commissaires d'écoles.*

Gaspé : Cap-au-Renard. — MM. François Henley, Joseph Vallée et Jean Baptiste Vallée, en remplacement d'eux même, leur terme d'office étant expiré.

Laval : Port-Many. — MM. Joseph Gravel et Aldéric Fortin, le premier en remplacement de lui-même, et le second en remplacement de M. Adolphe Lachapelle.

Sherbrooke : Orford. — M. Alfred Gauthier, en remplacement de M. Cyprien Perrault.

*Syndics d'écoles.*

Pontiac : Mansfield. — M. Thomas D. Carmichael, en remplacement de M. Wm. Sharpe, dont le terme d'office est expiré.

Stanstead : Sainte-Catherine-de-Hatley. — MM. W. E. Ansell et A. F. Kezar, en remplacement de MM. L. E. Rexford et Pascal Morrissette. 3473

*School commissioners.*

Gaspé : Cap-au-Renard—Messrs. François Henley, Joseph Vallée and Jean Baptiste Vallée, continued in office their term having expired.

Laval : Port Many.—Messrs. Joseph Gravel and Aldéric Fortin, the former continued in office, and the latter to replace Mr. Adolphe Lachapelle.

Sherbrooke : Orford.—Mr. Alfred Gauthier, to replace Mr. Cyprien Perrault.

*School Trustees.*

Pontiac : Mansfield.—Mr. Thomas D. Carmichael, to replace Mr. Wm Sharpe, whose term of office has expired.

Stanstead : Sainte Catherine de Hatley.—Messrs. W. E. Ansell and A. F. Kezar, to replace Messrs. L. E. Rexford and Pascal Morrissette. 3474

## Avis du Gouvernement

## CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 4 novembre 1903.

Présent :—Son Honneur l'Administrateur en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal du canton de Pohénégamook, dans le comté de Kamouraska, le quatorzième jour d'août 1903, a fait voir à Son Honneur l'Administrateur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal, à être fait en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité ; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies ;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal du canton Pohénégamook, dans le comté de Kamouraska, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

GUSTAVE GRENIER,

3471 Greffier du Conseil Exécutif.

No 1031.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Délimitation de municipalités scolaires.*

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Frelighsburg, comté de Missisquoi, les lots suivants du cadastre de la seigneurie de Saint-Armand-Est, savoir : Nos 447, 451, 452, 453, 454, 455 et 456, et de les annexer à la municipalité scolaire protestante de Philipsburg, (Saint-Armand Ouest), dans le même comté. L'arrêté en conseil No 537, du 16 août 1901, devant être rescindé.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1904

3477

## CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 4 novembre 1903.

Présent :—Son Honneur l'Administrateur en Conseil.

Attendu que par une résolution passée par le conseil municipal du canton de Tingwick, comté d'Arthabaska, le sixième jour de juillet 1903, demande est faite de révoquer l'arrêté en conseil du 22 décembre 1855, autorisant le dit conseil à ne publier ses avis, règlements, etc., qu'en la langue anglaise seulement, et autorisation est demandée de publier ses avis, etc., dans les deux langues.

Vu que les formalités de la loi ont été remplies et vu le rapport du procureur général en date du 14 août 1903, il est ordonné que l'arrêté en conseil

## Government Notices

## EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 4th November, 1903.

Present :—His Honor the Administrator in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of the township of Pohenegamook, in the county of Kamouraska, on the fourteenth day of August, 1903, it hath been shewn to the Administrator that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provisions of the municipal code of the province of Quebec, may be so made in the french language only, without detriment to any of the inhabitants of the said municipality ; and whereas all the formalities required by law have been observed ;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the township Pohenegamook, in the county of Kamouraska, the publication of which is required by the provisions of the municipal code of the province of Quebec, be henceforth published in the french language only.

GUSTAVE GRENIER,

3472 Clerk Executive Council.

No. 1031.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Boundaries of school municipalities.*

Application in made to detach from the municipality of Frelighsburg, in the county of Missisquoi, the properties bearing on the official cadastre of the seigniory of Saint Armand East, to wit : Nos. 447, 451, 452, 453, 454, 455 and 456, and to annex them to the protestant school municipality of Philipsburg (Saint Armand West), in the same county. Order in council No. 537, dated August 16th, 1901, to be rescinded.

This annexation, if authorized, only to take effect on the 1st of July next, 1904.

3478

## EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 4th November, 1903.

Present :—His Honor the Administrator in Council.

Whereas by a resolution passed by the municipal council of the township of Tingwick, county of Arthabaska, on the sixth day of July, 1903, application is made to revoke the order in council of the 22nd of December, 1855, authorizing the said council to publish its notices, by-laws, &c., in the english language only, and authorization is asked to publish its notices, &c., in both languages.

Seeing that the formalities required by law have been observed, and seeing the report of the attorney general dated the 14th of August,

ausdit soit révoqué, et que les avis, règlements ou résolutions du conseil municipal du canton de Tingwick, dans le comté d'Arthabaska, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir, dans les deux langues (française et anglaise).

3487

GUSTAVE GRENIER,  
Greffier du Conseil Exécutif.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité du village de Sainte-Thérèse de Blainville, comté de Terrebonne, pour obtenir l'autorisation de ne publier tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité, en langue française seulement.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

3485

AMD. ROBITAILLE,  
Secrétaire de la province.

No 435.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

*Delimitation de municipalités scolaires.*

Il a plu à Son Honneur l'Administrateur, par ordre en conseil, en date du 4 novembre courant, 1903, de détacher de la municipalité de Saint-Blaise, comté de Saint-Jean, les lots suivants du cadastre de la paroisse de Saint-Jean, et faisant partie de la municipalité scolaire de Saint-Blaise, savoir : les Nos 1, 3, 4, 5, 6, 7, 10, 11, 13, 14 et 16, et de les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de la "Paroisse" de Saint-Jean, dans le dit comté.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1904. 3475

1903, it is ordered that the order in council aforesaid be revoked, and that the notices, by-laws or resolutions of the municipal council of the township of Tingwick, in the county of Arthabaska, the publication of which is required by the provisions of the municipal code of the province of Quebec, be henceforth published in both languages (french and english).

3488

GUSTAVE GRENIER,  
Clerk of the Executive Council.

Notice is hereby given that an application has been presented to the Lieutenant Governor in Council, by the municipality of the village of Sainte-Thérèse de Blainville, county of Terrebonne, to obtain the authorization to publish in the french language only, all notices, by-laws or resolutions adopted and passed by the council of the said municipality.

Any representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

3486

AMD. ROBITAILLE,  
Provincial secretary.

No. 435.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Boundaries of school municipalities.*

His Honor the Administrator of the province, has been pleased, by order in council, dated the 4th of November instant, 1903, to detach the following lots of the cadastre of the parish of Saint Jean, and forming part of the school municipality of Saint Blaise, to wit : the lots 1, 3, 4, 5, 6, 7, 10, 11, 13, 14 and 16, from the municipality of Saint Blaise, in the county of Saint Jean, and to annex the said lots for school purposes to the municipality of the "Parish" of Saint Jean, in the said county.

This annexion will take effect only on the 1st of July next, 1904. 3476

## Avis de Faillites

*District de Beauce—Cour Supérieure.*

Re Edouard Dallaire, Saint-Ludger, Insolvable.

Le trente-unième jour d'octobre 1903, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints dans cette affaire.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations sous trente jours.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
Curateurs conjoints.

Québec, 4 novembre 1903. 3483

Province de Québec, }  
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*  
No 146.

Dans l'affaire de Robert H. Arthur *et al.*, (Arthur Brothers), de Knowlton, Qué., Faillis ;  
et

E. Fleury, Curateur.

Avis public est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera payable dans mon bureau, dans le village de Knowlton, Qué., le 24e jour de novembre 1903.

Toute opposition au dit dividende devra être déposée avant la date sus-mentionnée.

E. FLEURY,  
Curateur.

Knowlton, Qué., 4 novembre 1903. 3779

Avis est par le présent donné que Nap. Charbonneau & Fils, de la ville de Magog, dans le district de Saint-François, commerçants, ont fait, ce jour, un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la

## Bankrupt Notices

*District of Beauce—Superior Court.*

Re Edouard Dallaire, Saint Ludger, Insolvent.

On the thirty first day of October, 1903, the undersigned have been appointed joint curators to the above estate.

Creditors are required to file their claims within thirty days.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
Joint curators.

Quebec, 4th November, 1903. 3484

Province of Quebec, }  
District of Bedford. } *Superior Court.*  
No. 146.

In the matter of Robert H. Arthur *et al.*, (Arthur Brothers), of Knowlton, Que., Insolvents ;  
and

E. Fleury, Curator.

Public notice is hereby given that a first and final dividend sheet is prepared in this matter, and will be payable at my office, in the village of Knowlton, Que., on the 24th day of November, 1903.

Any contestation of such dividend must be filed before that date.

E. FLEURY,  
Curator.

Knowlton, Que., 4th November. 1903. 3780

Public notice is hereby given that Charbonneau & Fils, of the town of Magog, in the district of Saint Francis, traders, have, this day, made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors, at the office of the prothonotary

cour supérieure du district de Saint François, dans la cité de Sherbrooke, et que Hector Jasmin, notaire public, de la ville de Magog, dans le district de Saint-François, été nommé gardien provisoire aux dits biens.

CATE, WELLS & WHITE,  
Procureurs du gardien provisoire.  
Sherbrooke, 4 novembre 1903. 3481

of the superior court for the district of Saint Francis, in the city of Sherbrooke, and that Hector Jasmin, of the town of Magog, in the district of Saint Francis, notary public, has been appointed provisional guardian to the insolvent's estate.

CATE, WELLS & WHITE,  
Attorneys for provisional guardian.  
Sherbrooke, 4th November, 1903. 3482

*Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 45.*

**ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :** — Dmes Cardinal vs St. Jean, 1668 ; Elie dit Breton vs Ste. Marie 1668 ; Gélinas vs Ferron, 1667 ; Gross vs Breitman, 1668 ; Lacroix vs Dutrisac, 1666 ; Ornstein vs Wexler, 1667 ; Péloquin vs Joly, 1667 ; Perreault vs Major, 1668 ; Renaud vs Martel, 1668 ; Thivierge vs Grégoire, 1667 ; Visien vs Paquette, 1667.

**ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :** — Dmes Bellemare vs Boisvert, 1668 ; Johnson vs Merrill, 1666.

**ANNONCEURS :** — Avis aux : — Concernant avis, etc., 1657.

**ARRÊTÉS EN CONSEIL :** — Conseil municipal du canton de Tingwick, 1679 ; The Pine Hill Cemetery Association, 1659.

**ASSURANCE :** — La Cie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Luc, Lac Saint-Jean, 1666.

**BILLS PRIVÉS, P. Q. :** — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 1664 ; Conseil législatif, 1663.

**FAILLIS :** — Armaly, 1669 ; Arthur *et al*, 1680 ; Beauchemin, 1670 ; Carignan, 1669 ; Chaput, 1670 ; Charbonneau & Fils, 1680 ; Dallaire, 1680 ; Dme Hadd, 1671 ; Dme Lépine, 1671 ; Dme Massé, 1669 ; Filteau & Frères, 1670 ; Longtin *et al*, 1669 ; Martineau, 1671 ; Trudel, 1670 ; Work, 1670.

**LETTRES PATENTES :** — La Cie d'Epicerie Moderne, 1658 ; La Fonderie de Thetford, 1658.

**LIQUIDATION :** — The Scotstown Mills Coy, 1671.

**MUNICIPALITÉ, DEMANDE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE :** — Village de Sainte-Thérèse de Blainville, comté de Terrebonne, 1680.

**MUNICIPALITÉ, DEMANDE ACCORDÉE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE :** — Canton de Pohénégamook, 1679.

**MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :** — Demande d'ériger en : — Village d'Hébertville, Lac Saint-Jean, 1662.

**MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :** — Demande d'annexer : — Thetford à Saint-Antoine de Pontbriand, 1659 ; Saint-Armand-Ouest à Frelighsburg, 1679.

**MUNICIPALITÉ SCOLAIRE ANNEXÉE :** — Saint-Jean à Sainte-Blaise 1680.

**NOMINATIONS :** — Commissaires et syndics d'écoles : — Gaspé, 1679 ; Laval, 1679 ; Pontiac, 1679 ; Sherbrooke, 1679 ; Stanstead, 1679.

Juge de paix : — Gaspé, 1657.

*Index of the Quebec Official Gazette, No. 45.*

**ACTIONS IN SEPARATION AS TO PROPERTY :** — Dmes Cardinal vs St. Jean, 1668 ; Elie dit Breton vs Ste. Marie, 1668 ; Gélinas vs Ferron, 1667 ; Gross vs Breitman, 1668 ; Lacroix vs Dutrisac, 1666 ; Ornstein vs Wexler, 1667 ; Péloquin vs Joly, 1667 ; Perreault vs Major, 1668 ; Renaud vs Martel, 1668 ; Thivierge vs Grégoire, 1667 ; Visien vs Paquette, 1667.

**ACTIONS IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD :** — Dmes Bellemare vs Boisvert, 1668 ; Johnson vs Merrill, 1666.

**ADVERTISERS :** — Notice to : — Respecting notices, &c., 1657.

**ORDERS IN COUNCIL :** — Municipal council of the township of Tingwick, 1679 ; The Pine Hill Cemetery Association, 1659.

**ASSURANCE :** — The mutual fire insurance company of the parish of Saint Luc, Lake Saint John, 1666.

**PRIVATE BILLS, P. Q. :** — Notices Respecting the : — Legislative Assembly, 1664 ; Legislative Council, 1663.

**INSOLVENTS :** — Armaly, 1669 ; Arthur *et al*, 1680 ; Beauchemin, 1670 ; Carignan, 1669 ; Chaput, 1670 ; Charbonneau & Fils, 1680 ; Dallaire, 1680 ; Dme Hadd, 1671 ; Dme Lépine, 1671 ; Dme Massé, 1669 ; Filteau & Frères, 1670 ; Longtin *et al*, 1669 ; Martineau, 1671 ; Trudel, 1670 ; Work, 1670.

**LETTERS PATENT :** — La Cie d'Epicerie Moderne, 1658 ; La Fonderie de Thetford, 1658.

**LIQUIDATION :** — The Scotstown Mills Coy, 1671.

**MUNICIPALITY, APPLICATION FOR LEAVE TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY :** — Village of Sainte Thérèse de Blainville, county of Terrebonne, 1680.

**MUNICIPALITY AUTHORIZED TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY :** — Township of Pohénégamook, 1679.

**SCHOOL MUNICIPALITY :** — Application to erect in : — Village of Hébertville, Lake Saint John, 1662.

**SCHOOL MUNICIPALITY :** — Application to annex : — Thetford to Saint Antoine de Pontbriand, 1659 ; Saint Armand West to Frelighsburg, 1679.

**SCHOOL MUNICIPALITY ANNEXED :** — Saint John to Sainte Blaise, 1680.

**APPOINTMENTS :** — Commissioners school trustees : — Gaspé, 1679 ; Laval, 1679 ; Pontiac, 1669 ; Sherbrooke, 1679 ; Stanstead, 1679.

Justice of the peace : — Gaspé, 1657.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT : —De J. B. Hamel à J. O. East, 1662.	NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER :— From J. B. Hamel to J. O. East, 1662.
PROCLAMATION :—Convocation des chambres, 1657.	PROCLAMATION :—Parliament convoked, 1657.
RÈGLE DE COUR :—Magnan vs Vidal, 1672.	RULE OF COURT :—Magnan vs Vidal, 1672.
TERRES DE LA COURONNE, CANCELLATION :—Cantons Aylwin, 1660 ; Bellechasse, 1661 ; Chilton, 1661 ; Daaquam, 1661 ; Ponsonby, 1662 ; Whitworth, 1661 ; Wolfe, 1661.	CROWN LANDS, CANCELLATION :—Townships Aylwin, 1660 ; Bellechasse, 1661 ; Chilton, 1661 ; Daaquam, 1661 ; Ponsonby, 1662 ; Whitworth, 1661 ; Wolfe, 1661.
VENTES PAR LICITATION :—Drapeau vs Gagné <i>et al</i> , 1673 ; Reed vs Ross, 1673 ; Tardif vs Masse <i>et al</i> , 1672.	SALES BY LICITATION :—Drapeau vs Gagné <i>et al</i> , 1673 ; Reed vs Ross, 1673 ; Tardif vs Masse <i>et al</i> , 1672.
VENTES PAR LES SHERIFFS :	SHERIFFS' SALES :
ARTHABASKA :—Dme Caron vs La Société Saint- Jean-Baptiste de Sainte-Julie de Somerset, 1674 ; Grondin <i>et al</i> vs Dme Bédard, 1675.	ARTHABASKA :—Dme Caron vs La Société Saint Jean Baptiste de Sainte Julie de Somerset, 1674 ; Grondin <i>et al</i> vs Dme Bédard, 1675.
CHICOUTIMI :—Lafontaine vs Bélanger, 1675.	CHICOUTIMI :—Lafontaine vs Bélanger, 1675.
GASPÉ :—The Royal Bank of Canada vs Arse- nault, 1675.	GASPÉ :—The Royal Bank of Canada vs Arse- nault, 1675.
IBERVILLE :—Girard vs Coupal, 1676 ; La ville de Saint-Jean vs Naud, 1676.	IBERVILLE :—Girard vs Coupal, 1676 ; The town of Saint John vs Naud, 1676.
JOLIETTE :—Brouillet vs Bolduc, 1677.	JOLIETTE :—Brouillet vs Bolduc, 1677.
QUÉBEC :—Belleau <i>et al</i> vs Boutin, 1678 ; La cité de Québec vs Pelletier, 1677 ; L'Hôpital Général vs Dme Bornais, 1677.	QUÉBEC :—Belleau <i>et al</i> vs Boutin, 1678 ; The city of Quebec vs Pelletier, 1677 ; L'Hôpital Général vs Dme Bornais, 1677.
SAINT-FRANÇOIS :—Bachand <i>et al</i> vs Bibeau, 1679.	SAINT FRANCIS :—Bachand <i>et al</i> vs Bibeau, 1679.